Fousseyni Touré (Université de Bamako)

Les formes d'expression politique de l'islam au Mali

Introduction

L'avènement de la démocratie au début des années 1990 a entrainé un profond bouleversement des sociétés ouest-africaines. De nombreuses dynamiques sociales ont émergé. Et c'est dans le domaine des religions qu'elles sont plus visibles. Avec une population à majorité musulmane, (près de 95 %), l'influence de l'islam est sans conteste. Le rôle des acteurs musulmans est accepté par la population. Puisant leur légitimité dans le social comme les cérémonies de mariage, de baptême ou de funérailles, ils sont devenus de vrais investisseurs dans l'espace public. Leur prise de position face à certains changements reflète en partie la dimension politique de leur intervention. Appréhender le rapport entre le politique et le religieux musulman dans le contexte malien permet de de saisir les enjeux autour desquels l'intervention des acteurs religieux musulmans, dans le jeu politique, peut être considéré comme l'avènement d'un islam politique. En juillet 2013, les mouvements religieux musulmans ont appelé à voter pour le candidat Ibrahim Boubacar Keita (IBK) à l'élection présidentielle.[1] Cette prise de position des religieux musulmans dans le jeu politique résulte du poids de l'islam dans la société malienne. Depuis l'échec du projet de réforme du code de la famille et de la personne, les forces religieuses musulmanes imposent leur point de vue dans le débat public. Mais depuis février 2019, les religieux mènent une autre contestation face à un projet d'élaboration de manuels scolaires portant sur l'éducation sexuelle complète. Voyant dans ce projet une ouverture du système éducatif malien à l'enseignement de l'homosexualité, l'imam

[1] Il est arrivé au pouvoir en juillet 2013 avant d'être réélu en 2018. En août 2020, il a été renversé par un coup d'État militaire suite à une vague de contestations liée à sa gouvernance clanique du pouvoir et la crise du terrorisme que traverse le Mali. Il est décédé en janvier 2022 dans son domicile à Bamako.

Dieses Werk ist als Open-Access-Publikation lizensiert unter CC-BY-NC-ND
© 2025 bei den Autor:innen, publiziert von AVM; https://doi.org/10.23780/9783960916505

Mahmoud Dicko alerte l'opinion nationale au cours d'un rassemblement organisé dans le grand stade de Bamako en présence du chérif de Nioro. Face à l'indifférence du gouvernement, une grande marche a réuni à Bamako des milliers de personnes demandant le départ du Président Ibrahim Boubacar Keita (IBK) et de son premier ministre Soumeylou Boubeye Maïga (SBM).[2] Au-delà de la question de l'homosexualité, qui a servi de catalyseur pour ce soulèvement populaire, le présent article tentera d'appréhender l'islam politique au Mali à travers le Sabati 2012, son contexte d'émergence, sa trajectoire, ses répertoires d'action, ses espaces de mobilisation et son influence dans le jeu électoral. Il fait aussi un focus sur le rôle et l'influence de l'imam dans le jeu politique. Les propos suivants s'appuient sur des données empiriques collectées entre 2013 et 2015 au sein du Haut Conseil Islamique du Mali (HCIM), dans le cadre d'un travail de master en Anthropologie du changement social et du développement. La question centrale s'articule autour de l'émergence de la démocratie avec celle de l'islam politique au Mali. Les questions secondaires interrogent les dynamiques sociales qui sous-tendent l'émergence des mouvements religieux musulmans. La fin du mandat de l'imam Dicko à la tête du HCIM et son remplacement par le modéré Ousmane Madani Haïdara, est-elle un tournant dans l'influence du religieux musulman dans le débat public ? Après un bref rappel de l'évolution de l'islam au Mali, l'article abordera le contexte de son influence en tant que force politique à travers le Haut Conseil Islamique. Ensuite nous examinerons le rôle des mouvements religieux musulmans dans le jeu politique. Enfin, nous nous attarderons dans un premier temps sur les récentes tensions qui ont opposé l'État au HCIM sur le sujet de l'homosexualité ; dans un second temps, nous analyserons le pardon que l'imam Dicko a demandé à l'opinion publique pour l'avoir appelée à choisir IBK comme président de la République.

[2] Ministre à plusieurs reprises, il fut l'avant dernier Premier ministre d'IBK, limogé à veille d'une motion de censure. Arrête et incarcéré par la transition militaire en cours, il est mort en détention le 21 mars 2022.

Rappel de l'histoire de l'islam au Mali

Né en Arabie, l'islam atteint très tôt les côtes ouest-africaines via le Maghreb. Certains textes rapportent que dés le VIIIème siècle il a fait son apparition au Soudan français (Delafosse 1972). Son expansion est liée au commerce de l'or entre le Ghana et les peuples Arabo-berbères. Mais c'est avec l'Empire du Mali que l'islam va passer du stade du commerce à celui d'une organisation sociale et politique. Les chroniques arabes rapportent que le voyage de Kankou Moussa à la Mecque (1324-1325) a établi des relations diplomatiques entre le Mali et le monde arabo-musulman. L'un des symboles de cette diplomatie a été la construction des mosquées de Tombouctou et de Gao par des architectes arabes. Le déclin des empires médiévaux a entrainé une nouvelle forme d'islamisation, cette fois-ci, politique. La principale figure de cet islam politique fut El Hadj Oumar Tall. Son entreprise de djihad était bâtie sur une construction politique fondée au nom de l'islam et régie selon les textes coraniques. C'est également cette période qui va marquer l'essor de l'islam à travers la *Dina* de Macina en 1862 et surtout la *Tijaniyya* sous l'étendard omarien (Triaud & Robinson 2000). Après cette période théocratique, la conquête coloniale donne un souffle nouveau à l'islam par la massification. La mise en place du Bureau des affaires musulmanes à Dakar était une reconnaissance de cette dimension politique de l'islam. L'accession à l'indépendance au début des années soixante-dix coïncida avec l'émergence d'un nouveau courant dit réformiste. Ce mouvement porté par les étudiants venus d'Al-Azhar va beaucoup contribuer à la diffusion du wahhabisme, surtout à Bamako (Amselle 1985). Pendant la période de l'indépendance, l'islam resta marginal dans l'espace public. L'arrivée au pouvoir des militaires en 1968 et la création de l'Association Malienne pour l'Unité et le Progrès de l'Islam (AMUPI) au début des années quatre-vingt vont faire émerger un islam officiel.

Le contexte démocratique et l'avènement d'un islam politique

L'avènement de la démocratie en 1991 et l'ouverture de l'espace public ont été une opportunité pour l'instauration d'un véritable mouvement social

islamique au Mali. Son espace public a d'abord connu une prolifération d'associations islamiques intervenant le plus souvent dans le social par le biais d'ONG nationales ou transnationales (Keïta 2011), mais a aussi vu émerger la figure du prêcheur. Considérés comme les intellectuels du terroir, le prêcheurs disposent d'un puissant moyen de communication lié aux évènements religieux tels que le *Maouloud* (Holder 2012). Face à ses multiples enjeux, le *Maouloud* est sorti du cadre islamique pour prendre une dimension internationale avec « Tombouctou 2006 » (op. cit.), avec la participation de l'ancien président libyen feu Mouammar Kadhafi. La présence des acteurs politiques auprès des leaders religieux pendant ces manifestions en a fait « une affaire d'État » (Holder/Maud 2013), donc politique. Un autre signe de massification du religieux, qui est très répandu après le *Maouloud*, est le phénomène du *Zikiri* ou *Dikhr* (invocation de Dieu) (Prud'homme 2014). Cette pratique, très répandue chez les soufis, est une relation de reconnaissance entre un chanteur et son maitre spirituel. Le phénomène de prêche, au-delà du traditionnel sermon du vendredi, a été un véritable moyen de prosélytisme encouragé par l'essor de mass médias confessionnels comme les radios islamiques, les chaînes de télévision et Internet. Une autre dimension de l'avènement de cet islam politique a été la multiplication des mosquées, souvent liées à certaines associations ou ONG islamiques. Disposant d'un financement extérieur, ou par la levée de l'aumône légale c'est-à-dire la *zakat*, elles ont fortement influencé la nature du débat public au cours des dix dernières années. Avec la montée du discours public des leaders religieux et la liberté de parole dont ils disposent, la décennie 2000 va être un tournant décisif dans l'émergence d'une véritable société civile islamique.

L'institutionnalisation d'une société civile islamique

Dans l'histoire politique du Mali contemporain, le rapport entre l'État et l'expression politique de l'islam a évolué en dents de scie. Pendant la première république, de 1960 à 1968, le régime socialiste de Modibo Keita a manifesté peu d'intérêt pour l'opinion religieuse. Cette indifférence, qualifiée de « pogrom » (Amselle 1985) avait pour but de contrer la naissance d'un nouveau courant dit réformiste. Le coup d'État militaire intervenu en novembre 1968 desserre l'étau et permet l'émergence d'une

première expression politique de l'islam. Face à la crise économique qui a frappé le pays au cours de la décennie 1970, les militaires au pouvoir sont obligés de se tourner vers le Moyen-Orient, principalement l'Arabie Saoudite, pour renflouer les caisses de l'État. C'est dans ce contexte et avec un dessein géopolitique que l'Association pour l'Unité et le Progrès de l'Islam (AMUPI) a été créée. Son objectif était double à l'origine : contraindre l'expansion du réformisme incarné par les Wahhabites et être le symbole de l'islam officiel pour la majorité des Maliens. L'ouverture de l'espace public aux droits civiques et politiques a été une aubaine pour l'hégémonie du discours religieux dans la société malienne post-dictature. Des centaines d'associations islamiques (Jonckers 2011) voient le jour et s'emparent de l'espace public en l'absence de véritable débat politique. Dénonçant la faiblesse de l'État en matière sociale, la société civile musulmane postule que l'espace public ne doit pas être seulement un espace pour le débat politique, mais aussi un espace pour la diffusion des valeurs morales, donc religieuses. C'est dans ce contexte que l'État intervient en mettant en place une structure faitière qui va servir d'interface entre lui et les opinions publiques musulmanes.

Le Haut Conseil Islamique et la politisation de l'islam au Mali

L'avènement et l'irruption du HCIM dans l'espace public au sont le fruit d'un long processus d'accaparement de l'opinion publique par les acteurs religieux musulmans. L'abondance des prêches dans les radios publiques et privées, l'ouverture des chaines de télévision et de radios islamiques, la démultiplication des mosqusées avec des centres d'apprentissage du Coran, les phénomènes de *Maouloud* et de *Zyara* ont entrainé une saturation de l'espace public. Ce phénomène de massification du religieux dans l'espace public a entrainé la création du HCIM en 2022 par le président Amadou Toumani Touré (ATT). Le projet de mise en place de cette structure s'inscrivait dans une politique de réformes sociales que le Mali avait engagée depuis l'élection d'Alpha Oumar Konaré comme premier président démocratiquement élu lors du scrutin de 1992. Si son objectif initial est de servir d'interface entre l'État et une sphère islamique écartelée entre plusieurs tendances, en revanche il s'est mué en

véritable régulateur du jeu politique en prenant la tête de la Commission électorale nationale indépendante (CENI) pour superviser les élections présidentielles et législatives de 2011.[3] Son intervention dans le débat public en tant que force politique survient lors de l'adoption du projet de Code de la Famille et des Personnes en 2009 par l'Assemblée nationale du Mali. Les débats qui ont porté, essentiellement, sur une trentaine d'articles relatifs aux droits des femmes dans le domaine du mariage et de la succession, ont été vigoureusement rejetés par le HCIM qui les estimait contraire à l'islam. Le 22 août 2009, un meeting a réuni plus de cinquante mille personnes à l'appel de l'imam Mahmoud Dicko et du HCIM dans un stade de Bamako. L'évènement a eu un éclat particulier avec la présence du chérif de Nioro Cheick Hamaoullah dit Bouyé.[4] Pour les différents intervenants, ce code était considéré comme une attaque contre l'islam. Ils ont également dénoncé la connivence entre le pouvoir politique et les puissances occidentales opposées à l'islam. Pour montrer leur rejet, le meeting a été sanctionné par une marche de protestation obligeant le président ATT à faire une allocution télévisée le soir pour dire qu'il renvoyait le code pour une seconde lecture à l'Assemblée. Face au succès de cette mobilisation, le HCIM a obtenu une relecture du texte qui prend en compte ses exigences. Le rejet du code a donc propulsé le HCIM au-devant la scène politique. Il est désormais considéré comme la principale force d'opposition du jeu politique (Holder/Maud 2013), et c'est donc muni de ce capital social et religieux qu'il va jouer un rôle éminemment politique suite aux évènements de mars 2012.

---

[3] La CENI fut dirigée par son Secrétaire général Mamadou Diamoutani à la veille des élections d'avril 2012. Mais un coup d'État militaire intervenu en mars mit fin au processus. Les élections ont finalement été organisées en juillet 2013 et ont vu la victoire du défunt président Ibrahim Boubacar Keita dit IBK.

[4] Il est le chef spirituel de la confrérie hamalliste dont la capitale se trouve à Nioro du Sahel à l'ouest de Bamako.

Le coup d'état militaire de 2012 et l'influence du HCIM dans le jeu politique

C'est en 2012 que le Haut Conseil Islamique obtient un réel poids politique suite à un coup d'État militaire contre le régime d'ATT. Si le rejet du Code de la famille a été considéré comme l'entrée du religieux dans la politique, le coup d'État militaire[5] parachève, en revanche, son ancrage et son affirmation en tant que force politique, et cela en raison de son influence sur l'opinion. Après le coup d'État, les militaires putschistes se rendent au siège du HCIM pour rencontrer son président, l'imam Mahmoud Dicko. Cette rencontre, dont les images ont été montrées à la télévision nationale, a été pour une bonne partie de l'opinion le symbole du rejet de la classe politique. Cela se voit au cours de la transition qui a suivi le coup d'État militaire : il devient le principal médiateur entre les militaires et la classe politique opposée au coup d'État.[6] Il s'investit dans la libération des acteurs politiques arrêtés par les militaires. Mais l'un des faits les plus marquants de son emprise politique a été aussi son soutien au Premier Ministre de la transition Cheick Modibo Diarra face au Président Dioncounda Traoré qui voulait le limoger pour incompétence. Pour marquer ce soutien, un autre meeting est organisé au stade du 26

---

[5] Le 22 mars 2012, un coup d'État militaire perpétré par des sous-officiers du camp militaire de Kati, une ville garnison située à 15 km de Bamako, renverse le Président Amadou Toumani Touré. Mené par le capitaine Amadou Aya Sanogo, il fait suite à une mutinerie après le massacre d'une centaine de soldats à Aguelhok, une localité située dans la région de Kidal en proie à une rébellion du Mouvement National de Libération de l'Azawad (MNLA) qui réclame l'indépendance des régions nord du Mali. Ce coup d'État a plongé le Mali dans une crise profonde parce que l'armée ayant abandonné ses positions, ces régions sont tombées entre les mains des groupes terroristes, alliés du MNLA. Une intervention militaire de la France en janvier 2013 a stoppé l'avancée de ces groupes sur Bamako et permis la reconquête de l'ensemble des régions occupées.

[6] Après le coup d'État de 2012, il y a eu une partition de la classe politique entre partisans et adversaires du putsch. Les premiers étaient réunis au sein du Front pour la Sauvegarde de la Démocratie (FDR) avec à leur tête Soumaila Cissé, le chef de file de l'opposition de l'époque et Président de l'Union pour la République et la Démocratie (URD). Les seconds se sont regroupés au sein du Mouvement Patriotique du 22 Mars (MP22) conduit par Oumar Mariko, Président du parti Solidarité Africaine pour la Démocratie et l'Indépendance (SADI).

mars pour demander le maintien de M. D.T. à la tête du Gouvernement de transition. Après avoir cédé à la pression, le Président de la transition lui renouvelle sa confiance et lui demande de former un Gouvernement qui prend en compte toutes les sensibilités nationales. En récompense à ce soutien, le HCIM obtient la création d'un ministère chargé des affaires religieuses et du culte, désormais inscrit dans l'architecture gouvernementale du Mali. Les élections présidentielles qui ont mis fin à la transition ont ouvert la voie au HCIM pour lancer un mouvement politique qui va devenir un acteur important du jeu électoral.

L'avènement de Sabati 2012 et son implication dans le jeu électoral

L'ingérence des mouvements associatifs musulmans dans le jeu politique au Mali remonte à la veille des élections de 2002[7] avec la création d'abord du Collectif des Associations Islamiques du Mali (CAIM). L'objectif de ce collectif était de s'intéresser uniquement aux élections de 2002 afin d'influencer et de peser sur certaines décisions politiques au Mali. Pour atteindre son but, il avait élaboré un mémorandum qui devait prendre en compte « l'application des règles islamiques dans le vie publique … » (Soares 2009). Sur quatorze candidats à l'élection présidentielle de 2002, sept se sont présentés devant le collectif au cours d'un examen oral dans les locaux du HCIM. Et c'est le candidat Ibrahim Boubacar Keita, à l'époque, qui fut le choix du collectif. Les raisons avancées étaient, selon Moussa Bah,[8] « son expérience en tant que leader politique qui a le sens de l'État, de la gestion des hommes, son acceptation du mémorandum, ses qualités de leader qui assume et tient parole ».[9] Même si c'est ATT qui a été élu président, le collectif, qui disposait déjà de ramifications au sein de certains partis politiques, apporta son soutien au Mouvement

[7] En 2002, ATT devient le second président démocratiquement élu du Mali après les deux mandats successifs d'Alpha Oumar Konaré de 1992-1997 et de 1997 à 2002.

[8] Entretien avec Moussa Bah, le 29/05/2015, propos recueillis par Fousseyni Touré.

[9] Entretien avec Moussa Bah, le 29/05/2015, propos recueillis par Fousseyni Touré.

Espoir 2002[10] qui obtint la majorité aux législatives en faisant d'IBK le président de l'assemblée nationale. De cette expérience naquit le Mouvement SABATI 2012[11] qui devint le visage de la communauté musulmane sur la scène politique à la veille des élections de 2012. SABATI est un mouvement politique issu d'associations des jeunes musulmans comme l'Union des Jeunes Musulmans du Mali (UJMA) ou l'Association Malienne des Jeunes Musulmans (AMJM). Créée au sein du HCIM, sa stratégie a d'abord consisté à s'appuyer sur ce dernier pour mener son activisme. À cet effet, tous les bureaux régionaux du HCIM ont servi de représentation pour SABATI 2012. Disposant d'une visibilité sur le plan national, le mouvement déclina son projet politique autour de certaines valeurs religieuses et morales comme la lutte contre l'homosexualité et la corruption. À la faveur du coup d'État militaire, SABATI 2012 va être un acteur incontournable du jeu politique pendant la transition politique qui a suivi les évènements de mars 2012.

Sabati 2012 et la mobilisation de la communauté musulmane lors des élections présidentielles de 2013

Les élections présidentielles de 2013 ont été un moment déterminant dans l'implication de SABATI 2012 dans le processus électoral.[12] Si le mouvement bénéficiait déjà du soutien du HCIM dont les représentants locaux ont servi de relais, force est de constater que sa popularité résidait dans le fait qu'il avait aussi le soutien d'une grande figure de l'islam malien, à savoir le guide spirituel des hamallistes, le chérif de Nioro, Bouyé Haidara. Cette figure du soufisme malien a été d'un soutien capital pour le mouvement SABATI 2012 dans la mobilisation de l'électorat musulman lors des présidentielles de 2013. En effet, c'est à Nioro que

---

[10] Espoir 2002 est une coalition de dix-sept partis politiques créée à la veille des élections législatives de 2002. Sa victoire lors des dites élections porta IBK à la tête de l'Assemblée nationale de 2002 à 2007.

[11] Le terme Sabati est une métaphore bambara qui signifie à la fois stabilité, réussite, être stable, cf. *Dictionnaire bambara-français*, Editions Donniya, 2007, 382.

[12] Le 1er et le 2e tour de l'élection présidentielle ont été organisés le 28 juillet et le 11 août 2013.

les responsables du mouvement sont allés rencontrer le chef spirituel du hamallisme pour lui faire part de leur soutien à IBK. Pour le président de SABATI 2012, ce moment a été décisif dans l'engagement du mouvement dans la campagne électorale

> Ce jour-là, il nous a donné beaucoup de leçons et les gens ont pleuré. Il nous a commenté l'histoire d'un Mali, de l'indépendance jusqu'à la troisième république. Comment les différents pouvoirs se sont succédé ? Il nous a dit de nous engager […]. Le candidat que nous allons choisir sera son candidat …[13]

Une fois acquis l'engagement du guide spirituel, les responsables du mouvement ont organisé une réunion au cours de laquelle certains candidats comme Moussa Mara, Cheick Modibo Diarra, Mountaga Tall, Choguel Maïga et sans oublier IBK ont été auditionnés sur leur vision de la crise sociopolitique que vit le Mali. En effet, c'est lors de cette rencontre, à laquelle a pris part la Ligue des Imams et Erudits du Mali (LIMAMA), que ATT avait été élu en 2002 conformément aux inférences de la dite ligue. Une telle attitude confortait l'idée que la classe politique devait se rendre à l'évidence ; que pour être élu Président du Mali, il fallait avoir le soutien des mouvements religieux musulmans. C'est donc au terme de ces échanges qu'une délégation du mouvement a annoncé depuis la zawiya du chérif à Nioro que son candidat à l'élection présidentielle de 2013 était IBK. Au-delà de son implication idéologique auprès de SABATI, le chérif de Nioro a aussi apporté une contribution financière à hauteur de plusieurs dizaines de millions de franc CFA. C'est donc fort de ce soutien que SABATI s'est lancé dans le jeu électoral en confectionnant des affiches de campagne[14] et en s'appuyant sur les lieux de culte dans la mobilisation de l'électorat musulman.

---

[13] Entretien avec Moussa Bah, le 29/05/2015, propos recueillis par Fousseyni Touré.

[14] Près de sept mille affiches de campagnes avec des slogans précis ont été confectionnées. On pouvait lire entre autres « Sabati 2012. Pour un Mali nouveau ! » ; « IBK. Takolelen » (en bambara IBK dès le premier tour !) ou encore « IBK, Fo Koulouba » (en bambara, IBK, jusqu'à Koulouba le siège du pouvoir).

Le rôle des mosquées dans la campagne des élections présidentielles de 2013

Pour la campagne présidentielle, le mouvement Sabati 2012 a pu non seulement compter sur le soutien idéologique et financier du chérif de Nioro, mais surtout sur celui des mosquées (Touré 2015). S'appuyant sur les comités de gestion comme relais au sein des mosquées, SABATI a aussi saisi les sermons de vendredi comme espace public pour faire passer son message de campagne. Dans certaines mosquées de Bamako, des imams, engagés à ses côtés, ont donné des consignes de vote selon le président du mouvement en ces termes :

> Fidèles de la mosquée, tout le monde sait que le pays traverse une situation délicate. Le vote est un devoir religieux. Tout musulman qui ne vote pas pour des gens honnêtes et sérieux, capables de relever le défi […], le jour de la résurrection, Dieu va lui demander des comptes.[15]

Bien que le caractère implicite de ce message est évident et fait appel à l'engagement citoyen des fidèles, pour Moussa Bah, la consigne dans certaines mosquées, était encore plus claire : « SABATI 2012 a pris [choisi] IBK. IBK est notre candidat, votez pour lui ! ».[16] Si l'implication des mouvements religieux musulmans dans le jeu politique a suscité chez l'opinion un engouement réel pour le vote depuis l'avènement de la démocratie avec un taux de participation oscillant entre 45 et 48 %, il faut aussi se rendre à l'évidence que le choix du candidat IBK était motivé par un désir de changement. Le coup d'État militaire de 2012 avait plongé le Mali dans une crise existentielle après l'occupation de la moitié nord du pays par des groupes terroristes qui y ont installé la charia comme mode de gouvernance. Pour de nombreux Maliens, IBK était la figure politique qui incarnait le changement et qui était à même de restaurer l'autorité de l'État. C'est donc dans un élan patriotique qu'il a été élu Président de la République en 2013 avec 77,62 % des suffrages exprimés. Ce score sans précédent dans le contexte démocratique malien a été en grande partie l'œuvre des mouvements religieux musulmans qui ont donné, depuis les mosquées, la consigne de vote. Le succès engrangé par le mouvement

---

[15] Entretien avec Moussa Bah, le 29/05/2015, propos recueillis par Fousseyni Touré.

[16] Entretien avec Moussa Bah, le 29/05/2015, propos recueillis par Fousseyni Touré.

SABATI 2012 a été déterminant pour sa visibilité sur la scène politique. Son audience et sa capacité de mobilisation ont emmené certains partis politiques à faire une liste commune avec ses candidats lors des élections législatives qui lui ont permis d'avoir trois sièges de députés à l'Assemblée nationale. Mais après ces élections, l'enthousiasme qu'avait suscité l'accession d'IBK au pouvoir s'est effondré. Les scandales de corruption ont commencé au cours de son premier mandat. Ces scandales, portaient sur l'achat d'équipements militaires ou même d'un avion présidentiel alors que la crise sécuritaire du pays s'agravait, ils se sont exacerbés après sa réélection en 2018 et ont fini par faire croire aux Maliens qu'IBK n'incarnait plus l'espoir qu'avait suscité son élection en 2013. C'est dans ce contexte que le début de son second mandat a vu apparaitre des divergences entre lui et les mouvements religieux, notamment, SABATI 2012 et même le HCIM sur des sujets de gouvernance mais aussi sur d'autres questions comme celles de l'homosexualité.

IBK et les mouvements religieux musulmans : de l'accommodement à la rupture

L'arrivée au pouvoir d'IBK en 2013 avait suscité chez les Maliens un espoir de changement. Le contexte étant marqué par l'influence des groupes terroristes et rebelles. L'opinion publique, avide de changement, avait suivi les consignes de vote émises par les leaders religieux musulmans. Mais force est de constater que le changement tant attendu n'était pas au rendez-vous. Plus grave : sa réélection en 2018 avait exacerbé les tensions au sein des mouvements religieux musulmans. C'est ainsi que des divergences sont apparues au sein des mouvements religieux quand certains ont fait le choix de la continuité alors que d'autres ont simplement demandé la rupture, considérant qu'IBK n'avait pas honoré ses engagements en faveur du Changement. C'est le cas d'abord du SABATI 2012, artisan de la victoire d'IBK en juillet 2013. Lors de sa conférence nationale tenue deux mois avant les élections présidentielles de 2018, le mouvement SABATI 2012 décide de soutenir la réélection du président sortant IBK. Cette position défendue par son président Moussa Bah, qui lui a valu d'être nommé dans le gouvernement comme Secrétaire d'État auprès du ministre de l'Éducation nationale chargé de la Promotion et de

l'Intégration de l'enseignement bilingue à la suite de la réélection d'IBK, n'a pas fait l'unanimité au sein du mouvement. Une partie du bureau exécutif et des militants proches de l'imam Dicko et du chérif de Nioro se sont désolidarisés, arguant que cette décision n'était pas la volonté du chérif qui avait appelé ses partisans à faire le choix de Aliou Badra Diallo, un opérateur minier président du parti Alliance Démocratique pour la Paix (ADP Maliba). Ce climat est révélateur des divisions au sein des mouvements religieux musulmans et marque en même temps le début de la rupture entre IBK et les religieux, notamment le HCIM.

Les divisions au sein du HCIM et la fin de son influence dans le jeu politique

Le positionnement du HCIM dans l'espace public depuis sa création en janvier 2002 a fait de lui la principale force politique du débat public au Mali. Plus rigoriste sur les questions sociales, son influence a été portée par le courant wahhabite sous le leadership de l'imam Mahmoud Dicko. C'est pour contrer cette hégémonie, à la veille des élections de 2012, que le Groupement des Leaders Spirituels Musulmans du Mali (GLSMM) a vu le jour en 2011 dont l'orientation soufie est placée sous l'uatorité du prédicateur Ousmane Madani Haidara.[17] Sa création peut être considérée comme une réaction à la politisation de l'islam au Mali à travers le HCIM. C'est donc vers la fin de son second mandat à la tête du HCIM (2008-2019) que la relation entre l'imam Dicko et le pouvoir d'IBK va connaitre le début de la fin. La crise a éclaté lorsque l'imam a alerté l'opinion nationale de la préparation d'un projet de manuel scolaire sur l'éducation sexuelle qu'il considère comme une tentative d'introduction de la question de l'homosexualité dans le système éducatif malien. Malgré le démenti du ministre de l'Éducation, considéré comme une tentative de délégitimation de l'imam, le Premier ministre a reconnu implicitement ce projet et a demandé son abandon. À la veille d'un meeting qui a réussi à faire tomber le gouvernement, certains membres du bureau national dont Moussa Bah, figure proue de SABATI 2012, s'étaient désolidarisés

[17] Il est actuellement à la tête du plus grand mouvement religieux musulman du Mali appelé « Ançar Dine »

arguant que le dit meeting n'avait pas eu l'onction de tous les membres. L'homosexualité comme sujet de tension au sein du HCIM (Touré 2022) a précipité le départ de l'imam de la tête de l'institution. Et c'est à l'occasion de son troisième congrès ordinaire, tenu du 20 au 21 avril 2019, que la branche malékite a repris le contrôle du HCIM désormais dirigé par Ousmane Madani Haidara. Même si ce congrès a été entièrement financé par le pouvoir, il n'en demeure pas moins qu'il a été aussi le signe annonciateur d'une rupture totale dans les relations entre IBK et l'imam Dicko qui allait être, cette fois-ci, l'artisan de sa chute.

L'échec de l'implication du HCIM en politique et le pardon de l'imam Dicko

L'arrivée de l'imam Mahmoud Dicko à la tête du HCIM en 2008 a consacré l'influence des religieux musulmans sur les politiques. En 2009, il est parvenu à faire adopter un projet de Code de la famille dont les dispositions essentielles ont pris en compte les orientations wahhabites au sein de cet organe censé représenté un islam malien dominé par le courant malékite. À la faveur du coup d'État militaire de 2012, le HCIM a réussi à s'imposer dans le jeu politique en obtenant de la transition dirigée par Cheick Modibo Diarra un Ministère chargé des Affaires religieuses et du Culte. Si son activisme et son entrisme dans le jeu électoral à travers SABATI 2012 ont porté au pouvoir IBK en 2013, en revanche les tensions internes et la réélection d'IBK en 2018, n'ont pas empêché l'imam Dicko de mener son combat pour réclamer le départ d'IBK de la direction du pays. Deux terrains fertiles serviront de trame pour son combat et son mea-culpa : la crise de gouvernance dont le régime IBK n'a pas pu s'en défaire et la crise post-électorale qui a suivi les élections législatives de mars et d'avril au cours desquelles une vingtaine de députés ont vu leurs résultats retoquer par la cour constitutionnelle au profit du camp présidentiel. Pour continuer son combat politique en dehors du HCIM, ses partisans ont mis en place la Coordination des mouvements et associations sympathisants (CMAS) de l'imam Dicko. Cette plateforme et d'autre coalitions de contestataires (partis politiques et organisations de la société civile) vont le désigner autorité morale du Mouvement du 5 juin-Rassemblement des Forces Patriotiques (M5-RFP) au cours d'un

meeting gigantesque organisé le 5 juin 2020 sur la place de l'indépendance à Bamako.[18] C'est devant des milliers de personnes, venues écouter l'appel à la démission d'IBK, que l'imam Dicko a exprimé publiquement qu'ils (lui et le chérif de Nioro) s'étaient trompés en appelant l'opinion à choisir IBK en 2013. Cet aveu d'échec s'est transformé en atout pour les responsables du M5-RFP qui ont compris que le leadership musulman est un puissant levier de mobilisation. Après plusieurs meetings, au cours desquels certains responsables politiques comme Oumar Mariko appelèrent l'armée à se joindre au peuple, un coup d'État militaire survint le 18 août 2020. Au cours du meeting qui a célébré la fin du régime, les putschistes ont annoncé qu'ils n'ont fait que parachever la révolution du M5-RFP. La suite des évènements tourne en faveur des militaires. Réunis au sein du Conseil National Pour le Salut du Peuple (CNSP), ils organisèrent, en contre-pied des exigences de la CEDEAO qui réclamait le retour à l'ordre constitutionnel pour la levée de l'embargo imposé après le putsch, des concertations nationales tenues du 10 au 12 septembre 2020 pour rédiger une charte de la transition et créer les organes qui devaient la conduire.[19] Malgré la présence de toutes les sensibilités politiques et confessionnelles, le M5-RFP s'est senti floué par les militaires, d'autant plus qu'aucune de ses exigences n'a été prise en compte dans la charte adoptée lors de ces concertations. Selon Cheick Oumar Sissoko, figure majeure du M5-RFP et fondateur du mouvement Espoir Mali Koura (EMK), c'est l'imam Dicko qui serait à l'origine de la mise à l'écart du M5-RFP dans la conduite de la transition. Rencontrant nuitamment les putschistes dans leur QG au camp militaire de Kati, il leur aurait conseiller que tous ces acteurs politiques seraient incapables de diriger ce pays. Ces allégations, dont la vidéo a largement été publiée sur les réseaux sociaux, ont montré une fois de plus le rôle diffus de l'imam dans le jeu politique. Pour preuve, il a été à l'origine du choix par les mili-

---

[18] Voir Bakary Fouraba Traoré, « Aux origines de la contestation. Essai d'analyse d'une crise socio-politique et ses implications », www.ciaaf.org, Focus Paper n°3, octobre 2020.

[19] La principale innovation de ces concertations a été la création d'un poste de Vice-Président de transition chargé des questions de défense et de sécurité.

taires du Premier ministre Moctar Ouane ainsi que d'autres membres du premier Gouvernement.[20]

Après dix mois de transition dirigée par Bah N'Daw, un colonel à la retraite et éphémère ministre de la Défense sous IBK, un second coup d'État intervint en 2021 suite à un remaniement ministériel qui avait mis à l'écart les principaux auteurs du coup d'État, à savoir les ministres de la défense et la sécurité, les colonels Sadio Camara et Modibo Koné. Il réussit également à atténuer l'influence de l'imam, d'autant plus que c'est le M5-RFP qui s'est vu proposé la primature par les putschistes comme un signal de leur relégitimation. De toute évidence, il est clair que ce coup d'État dans un coup d'État a replacé le M5-RFP dans le jeu politique et a mis hors-jeu l'imam dont une partie de l'opinion désavouait les revirements et les mea culpa. Depuis ces évènements, l'imam est resté discret, même si la transition dirigée par Choguel Maiga a plongé le Mali dans une crise profonde avec ses partenaires traditionnels comme la CEDEAO, l'ONU ou la France. En définitive on peut faire le constat que le rapport entre politiques et religieux a pris une nouvelle dimension, comme l'atteste le cours actuel de la transition. Le recours aux influenceurs/activistes, dont certains n'hésitent plus à citiquer frontalement l'imam sur les réseaux sociaux, participe de cette reconfiguration de l'espace public malien où il est de plus en plus décrié.

Conclusion

L'avènement de la démocratie en 1991 a entrainé un bouleversement de l'espace sociopolitique au Mali. Les associations à caractère musulman et islamique ont profité de leur engagement dans le social et le caritatif pour prendre une forme de citoyenneté dont le rapport au politique fera d'elles des actrices incontournables du débat public. C'est dans cette perspective que naquit le HCIM. Sous le leadership de l'imam Dicko, il a permis l'abandon d'un Code de la famille plus progressiste au profit d'une version plus rigoriste. Mais il a aussi renforcé sa notoriété en le plaçant au-dessus des partis politiques. Disposant d'une opinion publique

[20] Malgré cela, il ne s'est pas empêché de critiquer publiquement lui et Bah N'Daw marquant ainsi sa rupture avec la junte.

totalement acquise à sa cause, la classe politique avait fait le pari que pour accéder au sommet de l'État il fallait avoir l'onction du HCIM. C'est dans ce contexte qu'IBK fut porté au sommet de l'État par le mouvement Sabati 2012 sous les recommanadations de l'imam Mahmoud Dicko. Mais la gouvernance clanique de l'État qu'a imposée IBK a fini par dire à l'imam que (lui et le chérif de Nioro) se sont trompés en 2013. La rupture de l'imam Mahmoud Dicko avec le M5-RFP après le second coup d'État qui a mis fin au régime IBK, ainsi que ses nombreux errements dans son positionnement politique ont fini par montrer que le Mali est entré dans une nouvelle ère politique qui est celle du recul face au religieux dans le jeu politique.

Bibliographie

Amselle, Jean-Loup, « Le Wahabisme à Bamako (1945-1985) », dans *Canadian Journal of African Studies*, 1985, n°19, 345-357.

Delafosse, ELAFOSSE Maurice, *Le Haut-Sénégal-Niger. Le pays, les peuples, les langues, l'histoire, les civilisations*, Tome III, Paris, Maisonneuve et Larose, 1972.

Holder, Gilles/Maud, Saint-Lary, « Enjeux démocratiques et (re)conquête du politique en Afrique. De l'espace public religieux à l'émergence d'une sphère islamique oppositionnelle », dans *Sens public*, n°15-16, 2013, 187-205.

Jonkers, Danielle, « Associations islamiques et démocratie participative au Mali », dans Anna Bozzo et Jean-Pierre Luizard (dir.), *Les sociétés civiles dans le monde musulman*, Paris, La Découverte, 2011, 227-248.

Keita, Naffet, « Mass media et figures du religieux islamique au Mali : entre négociations et appropriation de l'espace public », dans *Codesria*, vol. XXXVI, n°1, 2011, 97-118.

Otayek, René/Soares, Benjamin (dir.), *Islam, État et Société en Afrique*, Paris, Karthala, 2009.

Prud'homme, Pierre, « Les 'griots d'Allah', ou l'émergence d'une musique religieuse populaire », dans Joseph Brunet-Jailly et al. (dir.), *Le Mali contemporain*, Editions Tombouctou-IRD, 2014, 317-332.

Touré, Fousseyni, *La montée du religieux musulman dans le jeu politique actuel du Mali. Le cas de Sabati 2012*, mémoire de DEA Anthropologie du Changement Social et du Développement, 2015.

Touré, Fousseyni, *Les mosquées à Bamako. Historique, dynamiques et enjeux*, thèse de doctorat Ethnologie-Anthropologie, Institut de Pédagogie Universitaire de Bamako, 2022.

Traoré, Bakary Fouraba, « Aux origines de la contestation. Essai d'analyse d'une crise socio-politique et ses implications », dans *CiAAF Focus Paper,* n°3, 2020, en ligne : https://www.ciaaf.org/focus-paper/aux-origines-des-contestations-politiques-de-2020-au-mali-essai-danalyse-dune-crise-socio-politique-et-ses-implications-2/ (03.05.2021).

Triaud, Jean-Louis/Robinson, David (dir.), *La Tijaniyya : une confrérie musulmane à la conquête de l'Afrique*, Paris, Karthala [coll. « Hommes et Sociétés »], 2000.